

# Qui ?

se préoccupe des usagers quotidiens du RER B ?  
Sûrement pas le ministre des Transports.

Qui se préoccupe des retards quotidiens du RER B, qui mettent de nombreux salariés en mauvaise posture face à leur employeur ? Sûrement pas le ministre de l'Emploi.

Qui se soucie des conditions d'hygiène dans le RER B ?  
Sûrement pas le ministre de la Santé.

Qui se soucie de la sécurité dans le RER B ? Sûrement pas le ministre de l'Intérieur.

**Le RER est-il le moyen de transport de la « France d'en bas », pour qu'il soit ainsi délaissé ?**

## Nous, Maires des villes de la ligne B du RER,

n'en sommes pas à notre première bataille. **En 2003, nous avons déjà mené des actions qui nous avaient amenés à tenir les Assises du RER B. Cela a permis entre autre d'établir les demandes des usagers et de définir un plan de travaux avec le Syndicat des Transports d'Ile de France.**

Les Maires de la Ligne B du RER veulent enfin le financement nécessaire à la rénovation promise depuis de nombreuses années.

A vos côtés, ils ont décidé de mener une grande bataille et de ne pas lâcher prise jusqu'à ce que les transports en commun soient un vrai service public de qualité, non pas une « Galère quotidienne ».

A l'heure où tout le monde parle de développement durable, des effets de serre produits par nos voitures, des efforts que chacun doit faire pour protéger la planète, le gouvernement est bien loin de mettre en adéquation ses paroles et ses actes. En effet, cela fait trente ans qu'il laisse se dégrader le RER B, nous incitant à nous déplacer par nos propres moyens tant les conditions de transports en RER sont incertaines, inconfortables

Aujourd'hui, nous **EXIGEONS** un plan de **FINANCEMENT**,  
de réels **ENGAGEMENTS** de l'**ÉTAT**, pour le bien être de tous.

13%

?



**Auriez-vous oublié que la mission du gouvernement est de répondre aux besoins de la population ?  
Qui va payer le RER B Nord + ?**

Les collectivités territoriales, déjà amputées d'une partie de leur budget, vont-elles encore devoir payer cette facture qui vous incombe ?

Le gouvernement va-t-il, une fois de plus botter en touche, en prétextant que cela n'est pas de son ressort ?

L'Etat ne s'engage qu'à hauteur de 13% dans le financement de la réhabilitation du RER B (soit 13% du budget global).

Si l'Etat promet qu'il participera au **financement des nouvelles infrastructures du RER B (68 millions sur 240 millions d'euros)**,

il refuse de se positionner sur la rénovation du matériel roulant, qui nécessite des financements tout autant importants (240 millions d'euros).

# Nous ne laisserons pas faire,

C'est pourquoi, l'Association des Maires du RER B, présidée par Corinne Dupont, Maire de Mitry-Mory, regroupant les Maires de :

- Dammartin-en-Goële
- Compans
- Mitry-Mory
- Thieux
- Villeparisis
- Villepinte
- Tremblay
- Sevrans
- Livry-Gargan
- Aulnay sous Bois
- Blanc Mesnil
- Le Bourget
- La Courneuve
- Aubervilliers
- Saint Denis

S'engagent ensemble à défendre les usagers du RER et à agir pour obtenir enfin des réponses et des actes concrets.

**NOUS EXIGEONS 500 millions d'euros  
pour le RER B !!!**



## ASSOCIATION DES MAIRES POUR LA DÉFENSE DU RER B

L'association des Maires de la ligne B du RER est composée des Maires des communes desservies par le RER B.

**NOUS EXIGEONS 500 millions  
pour le RER B !!!**

Le service public des transports en commun est une nécessité absolue et un atout considérable dans le développement de notre territoire. Il contribue également à la préservation de l'environnement par une meilleure qualité de l'air, de la diminution des émissions des gaz à effet de serre et des économies des ressources énergétiques non renouvelables.

C'est pourquoi les municipalités d'Aubervilliers et de Saint-Denis se sont engagées de longue date dans une politique volontariste de développement des transports en commun (prolongement des lignes de métro, tram'Y...)

La ligne B du RER est un axe majeur pour les déplacements professionnels et personnels des habitants des villes desservies. Les problèmes de régularité, de sécurité, de propreté et d'information sont inadmissibles. Le plan d'urgence adopté le 1er octobre 2003 par le STIF définissant les conditions d'amélioration de la ligne B du RER est remis en cause par le désengagement de l'Etat.

Les élus de gauche d'Aubervilliers et de Saint-Denis accompagnent les usagers dans leurs revendications exprimées lors des assises du RER B et demandent que l'Etat respecte ses engagements.

**Pascal Beaudet**  
Maire d'Aubervilliers

**Didier Paillard**  
Maire de Saint-Denis



*Saint* ★  
Denis